



Accord-cadre

Délivrance de vidéogrammes avec droits de consultation en bibliothèque remis sous la forme de fichiers numériques, d'accès en ligne ou sur supports physiques

CCP 2025-U du 22/10/2025

Cahier des clauses particulières

TABLEAU RECAPITULATIF DES ARTICLES DU CCP

- Article 1 : Objet et forme de l'accord-cadre
- Article 2 : Procédure de passation, documents contractuels
- Article 3 : Représentation des parties
- Article 4 : Cotraitance et sous-traitance
- Article 5 : Modalités d'exécution
- Article 6 : Passation et suivi des commandes
- Article 7 : Conditions de livraison
- Article 8 : Décisions après vérifications
- Article 9 : Conditions financières
- Article 10 : Pénalités
- Article 11 : Marchés de prestations similaires
- Article 12 : Retenue de garantie
- Article 13 : Nantissement / Cession
- Article 14 : Résiliation
- Article 15 : Travaux de rénovation du Centre Pompidou
- Article 16 : Clause de réexamen, avenant
- Article 17 : Litiges
- Article 18 : Dérogation au CCAG

Annexe au CCP

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet un service de délivrance de vidéogrammes avec droits de consultation en bibliothèque remis sous la forme de fichiers numériques, d'accès en ligne ou sur supports physiques.

1.2 Caractéristiques principales

Marché de service

Code CPV 92120000-8 Services de distribution de films cinématographiques et de vidéos.

Type de marché : Achat

Les titres de vidéogrammes commandés à l'unité par la Bpi remis sous la forme de fichiers numériques, d'accès en ligne ou sur supports physiques, appartiennent notamment au genre cinématographique des films documentaires, de fiction ou du cinéma d'animation.

1.3 Forme de l'accord-cadre

Le présent contrat constitue un accord cadre mono-attributaire au sens de l'article L2125-1 du code de la commande publique. Il donne lieu à la passation de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

1.4 Allotissement

Le présent accord-cadre est décomposé en deux lots :

LOT 1 : Vidéogrammes fournis sur supports physiques (DVD, Blu-Ray, etc.), avec droits attachés, ou sur fichiers numériques, ou en accès en ligne avec droit de consultation en bibliothèque pour le service Cinéma de la Bpi,

LOT 2 : Vidéogrammes fournis sur supports physiques (DVD, Blu-Ray) avec droits attachés et sous-titrages, avec droit de consultation en bibliothèque pour le service Autoformation de la Bpi.

ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION / DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 Procédure de passation

La procédure de passation de l'accord-cadre est celle de la procédure adaptée, en application des articles R2123-1 et suivants du code de la commande publique, s'agissant d'une prestation correspondant au code CPV 92120000-8 Services de distribution de films cinématographiques et de vidéos.

La présente procédure est soumise aux dispositions applicables des articles R2132-7 et suivants du code de la commande publique portant sur le support des communications et échanges d'informations.

2.2. Documents régissant l'accord-cadre

a) Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives de l'accord-cadre comprennent par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière
- le présent cahier des clauses particulières (CCP),

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- l'offre technique du titulaire comprenant au minimum le mémoire technique.

En cas de contradiction ou de différence entre ces divers documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés.

Les exemplaires originaux uniques, cités ci-dessus, détenus par l'administration font seuls foi.

b) Forme des notifications et informations

Par dérogation à l'article 3.1.1 du CCAG, la notification au titulaire des décisions, observations, ou informations de l'acheteur qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur (Place) ou à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers de l'accord-cadre.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (Place) ou à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers de l'accord-cadre, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de délivrance de l'accusé réception dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur ou d'envoi à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers de l'accord-cadre.

Les parties déclarent que le courriel et les échanges d'informations électroniques auront la même valeur que l'écrit dans leurs relations contractuelles, soit par courriel à l'adresse indiquée par le titulaire, soit au moyen d'un échange d'informations électronique via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE), ou tout autre profil d'acheteur utilisé par la Bpi.

Sauf preuve contraire, les dates et heures d'émission et de réception des courriels figurant sur les équipements informatiques de la Bpi feront foi entre les parties. En cas de changement d'adresse de messagerie, le titulaire doit en informer le représentant de l'acheteur. La Bpi est soumise à la même obligation en cas de changement de son profil acheteur.

A titre subsidiaire, l'acheteur a également la faculté de procéder à des notifications par courrier simple ou courrier recommandé avec accusé réception ou remise sur place contre récépissé.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

ARTICLE 3 : REPRESENTATION DES PARTIES

3.1 Représentant de l'acheteur

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG, le représentant de l'acheteur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent accord-cadre. Ses coordonnées sont indiquées dans l'acte d'engagement. En vertu des délégations qu'il a consenties, il a délégué sa signature au directeur adjoint et au secrétaire général de la Bpi.

Les personnes habilitées à suivre et à contrôler l'exécution des prestations réalisées en exécution de l'accord-cadre sont M. Julien Farenc, chef du service Cinéma (tel : 01 44 78 45 42, mail : julien.farenc@bpi.fr) et Mme Bernadette Vincent, cheffe du service autoformation (tél. : 01 44 78 45 25, mail : bernadette.vincent@bpi.fr), conjointement chargés de la constatation du service fait, ainsi que toute autre personne désignée en remplacement par la directrice de la Bpi.

3.2 Représentant du titulaire

En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG, dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du représentant de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant de l'acheteur, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'acheteur les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et pouvant influencer sur son déroulement.

Le titulaire doit également notifier sans délai les jugements de redressement ou liquidation judiciaire, toute procédure de sauvegarde, de déclaration de cessation de paiement, d'ouverture d'une procédure collective ou toute mesure d'interdiction de concourir à un marché public prise à son encontre, ainsi que tout jugement ou toute décision administrative ayant une incidence sur l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

4.1. Cotraitance

Il est fait application de l'article 3.5 du CCAG.

En cas de groupement conjoint, la Bpi exige que le mandataire soit solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement, si l'une quelconque des entreprises composant le groupement ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent, elle est dite "défaillante". Si l'une des entreprises autre que le mandataire est défaillante, la Bpi la mettra en demeure de satisfaire à ses obligations, dans un délai qu'elle précise. Cette mise en demeure produit de plein droit effet à l'égard du mandataire, sans qu'il soit besoin d'une mention expresse. Le mandataire dispose d'un délai de huit jours civils à compter du délai imparti à l'entreprise défaillante pour se substituer à elle si la mise en demeure est restée sans effet.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours civils à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

4.2 Sous-traitance

Il est fait application de l'article 3.6 du CCAG.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le représentant de l'acheteur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant ne doit pas faire l'objet d'une exclusion de plein droit de la procédure de passation des marchés. Il doit avoir souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale et avoir acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles.

La sous-traitance totale est formellement interdite.

En cas de sous-traitance, le titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent accord-cadre.

Le titulaire doit alors indiquer clairement dans le formulaire de sous-traitance (DC4) les activités sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de la Bpi des prestations sous-traitées. Il assurera la maîtrise d'œuvre et la responsabilité de l'ensemble du service.

Le titulaire du présent accord-cadre peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la Bpi de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information, qui peut être effectuée dans la déclaration de sous-traitance, doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. La Bpi dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception de la déclaration de sous-traitance contenant cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si la Bpi n'a pas émis d'objection pendant le délai susmentionné.

Lorsque le sous-traitant est présenté au moment du dépôt de son offre, la notification de l'accord-cadre vaut non opposition de la Bpi à la sous-traitance des activités de traitement de données indiquées dans la déclaration de sous-traitance.

Déclaration de sous-traitance avant notification de l'accord-cadre

La signature de l'accord-cadre vaut acceptation des sous-traitants déclarés avant notification de celui-ci et agrément de leurs conditions de paiement.

Le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) est disponible à la rubrique consacrée aux marchés publics du site web du Minefi.

Déclaration de sous-traitance après notification de l'accord-cadre

Si un sous-traitant est introduit en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire a l'obligation de le déclarer, d'établir une demande d'acceptation et d'agrément de ses conditions de paiement. Les demandes d'acceptation de sous-traitants doivent être notifiées conformément à l'article 2.2 du CCAP.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>,

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

Par dérogation au CCAG, à défaut d'avoir produit le contrat de sous-traitance, le titulaire encourt une pénalité journalière de **50,00 EUR HT** par jour de retard, après une mise en demeure infructueuse après un délai de 15 jours francs.

Le titulaire a recours à la sous-traitance sous sa responsabilité et demeure personnellement responsable de l'exécution devant l'acheteur de toutes les obligations fixées dans l'accord-cadre. Il répond notamment des fautes ou malfaçons commises par son sous-traitant.

Le titulaire reste intégralement tenu envers son sous-traitant qui n'aurait pas été agréé et il doit s'acquitter de ses obligations contractuelles, notamment financières à son égard.

Toute modification dans la répartition des prestations entre titulaire et sous-traitant doit faire l'objet d'un acte spécial modificatif.

ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION

Le contenu des prestations demandées par la Bpi ainsi que leurs modalités d'exécution sont décrits dans l'annexe au présent CCP et conformément aux stipulations fixées ci-après.

5.1 Conformité aux normes en vigueur

Les modalités techniques d'exécution des prestations sont conformes aux normes homologuées européennes, ou à défaut nationales ou bien encore applicables en France en vertu d'accords internationaux.

L'acheteur se réserve le droit, à tout moment, de demander au titulaire la preuve que les prestations proposées sont conformes aux prescriptions édictées par lesdites normes.

5.2 Confidentialité, obligation de discrétion professionnelle

Chaque partie s'engage à observer la plus grande discrétion sur toutes les informations en provenance de l'autre partie, quelle qu'en soit la nature (code d'accès, droit de protection, formule, procédé, tour de main, information particulière) et ce tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel non appelés à les utiliser ou à en avoir connaissance.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle, ni à celles qui sont déjà connues du public.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de la personne publique, être communiqués à d'autres personnes étrangères à l'exécution de l'accord-cadre. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de l'accord-cadre.

De ce fait, le titulaire s'engage à informer son personnel ou les éventuels sous-traitants qu'ils sont astreints à observer toutes les obligations relatives au secret professionnel concernant les informations et les documents dont ils ont eu connaissance lors de l'exécution du présent accord-cadre.

5.3 Droits d'utilisation

Dans le cas d'une délivrance des vidéogrammes sous forme de fichiers numériques ou d'accès en ligne (lot N°1), le titulaire consent pour le service objet du présent accord-cadre un droit d'utilisation non exclusif accordé à la Bpi pour un nombre d'accès simultanés fixé au maximum à 5. Il est loisible à la Bpi de réduire le nombre d'accès simultanés dans le bon de commande.

Le droit d'utilisation est concédé selon les modes de consultation et de reproduction fixés ci-après, dans l'enceinte des locaux affectés à la Bpi ou à titre temporaire à l'occasion de foires, de salons, ou de rencontres professionnelles dans tous lieux où la Bpi présenterait ses collections par tout moyen de télécommunication approprié, notamment via le réseau informatique interne de la Bpi, via un intranet ou un extranet, le réseau Internet ou tout mode de télécommunication qui se substituerait à ces procédés. Sous réserve de l'accord de l'éditeur, un accès distant pourra être autorisé pour le lot N°1 dans les conditions figurant en annexe du CCP.

Au titre de ses prestations, le titulaire autorise la reproduction, et la représentation publique des vidéogrammes objet du lot N°1 et N°2 en consultation individuelle et collective, ou dans le cadre de projections publiques en secteur non commercial, dans l'enceinte des locaux affectés à la Bpi ou à titre temporaire à l'occasion de foires, de salons, ou de rencontres professionnelles dans tous lieux où la Bpi présenterait ses collections.

Les vidéogrammes sont consultables sur des postes sécurisés compte tenu de l'état actuel de la technique. La consultation en réseau y compris pour un seul accès simultané implique une reproduction par téléchargement sur disque dur, et/ou et le chargement momentané d'une mémoire d'ordinateur. Le titulaire concède les droits de reproduction nécessaires à la communication précitée des vidéogrammes au moyen du réseau informatique de la Bpi qui est autorisée en particulier à effectuer une sauvegarde.

Le titulaire indique dans son mémoire technique la durée des droits consentis pour les vidéogrammes délivrés sous forme de fichiers numériques ou d'accès en ligne. Cette durée calculée à compter de la délivrance des vidéogrammes sous forme de fichiers numériques est au minimum de 5 ans.

La délivrance des vidéogrammes remis sous forme de DVD ou de Blu-Ray selon la procédure des droits attachés pour le lot N°1 et le lot N°2 implique de la part du titulaire l'octroi au bénéfice de la Bpi de la concession de droits de reproduction, et de représentation publique en consultation individuelle et collective ou dans le cadre de projections publiques en secteur non commercial, dans l'enceinte des locaux affectés à la Bpi ou à titre temporaire à l'occasion de foires, de salons, ou de rencontres professionnelles dans tous lieux où la Bpi présenterait ses collections.

Prescriptions communes aux droits d'utilisation des lots N°1 et N°2

Le titulaire s'engage à remettre pour chaque vidéogramme délivré le matériel de promotion dudit vidéogramme dès lors qu'il est rendu disponible par le producteur, le distributeur ou le cas échéant par le réalisateur. La Bpi aura la faculté d'utiliser ce matériel de promotion dans le cadre de la valorisation de ses collections pour promouvoir la consultation de vidéogrammes à la Bpi ou une manifestation culturelle dont le thème serait en rapport avec le sujet du vidéogramme concerné.

La présente concession ne porte pas préjudice des accords non commerciaux que les sociétés civiles d'auteurs ont ou auront passés avec les institutions ou établissements à vocation culturelle, telles que la Bpi.

En conséquence, les cessions de droit de reproduction et de représentation publique en secteur non commercial prévues au présent article ne portent pas préjudice au droit à rémunération que l'auteur membre d'une société civile d'auteurs peut exercer auprès de cette société civile en application des accords non commerciaux précités.

Sous réserve du précédent alinéa, le titulaire garantit la Bpi contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des vidéogrammes remis au titre des présentes.

Si la Bpi est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations fournies, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance sont les suivantes au choix du titulaire :

- Soit modifier ou remplacer les éléments en litige de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conforme aux spécifications du marché,

- Soit faire en sorte que la personne publique puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de licence.

La Bpi, si elle fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle ou industrielle portant sur l'un des éléments de la prestation, s'engage pour sa part à :

- Aviser le titulaire, dans un délai de 8 jours, de l'assignation qu'elle a reçue,
- L'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense,
- Accepter qu'il négocie si bon lui semble le désistement du demandeur étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de la personne publique.

5.4 Obligation de respect de la réglementation des données personnelles :

Le titulaire s'engage à traiter les données personnelles qui lui sont confiées uniquement pour la seule finalité faisant l'objet du présent accord-cadre.

Il garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre. Le titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité appropriées pour garantir la confidentialité, l'intégrité des données personnelles confiées. Au terme du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel qui lui ont été confiées par la Bpi, à n'en conserver aucune copie et à aviser la Bpi de leur destruction.

Les parties au présent accord-cadre s'engagent, s'agissant de la collecte et/ou du traitement et de la communication de données à caractère personnel à respecter la réglementation légale applicable au traitement desdites données. Ils respectent notamment les dispositions de la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978 modifiée, le RGPD (règlement européen n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données) et la loi 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles modifiée par l'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018.

Le respect par le titulaire de l'ensemble des mesures imposées par la réglementation protégeant les données personnelles, notamment au regard de l'accessibilité de la confidentialité, du droit de rectification, d'opposition, d'effacement, de portabilité et de sauvegarde des données personnelles est une des conditions essentielles ayant conduit à la conclusion du présent accord-cadre. La Bpi fait du respect desdites mesures une condition essentielle du maintien de l'accord-cadre, que le titulaire s'engage à respecter.

Avant leur mise en œuvre, le titulaire s'engage à signaler à la Bpi les prestations objet du présent accord-cadre qui génèrent la collecte, le traitement ou la communication de données à caractère personnel.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG, en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire sans qu'il soit signé un avenant à l'accord-cadre sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour l'accord-cadre.

5.5 Accès aux locaux de l'acheteur

L'application du plan Vigipirate en vigueur dans les locaux de l'acheteur génère des contraintes particulières d'accès et de surveillance.

Le titulaire, sans supplément de prix s'engage à respecter et à faire respecter par son personnel, celui de ses sous-traitants et fournisseurs les directives qui lui seront communiquées par la Bpi.

5.6 Clause diversité et égalité

Le ministère de la Culture, autorité de tutelle de la Bibliothèque publique d'information, ayant obtenu le double label « Diversité » et « Egalité », souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Il s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le ministère s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir le questionnaire élaboré par le ministère et fourni dans le dossier de consultation des entreprises.

Le questionnaire renseigné est transmis au représentant de l'acheteur dans les quinze jours suivant la date de notification de l'accord-cadre au titulaire.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre si accord-cadre pluriannuel, ou un mois avant l'échéance de l'accord-cadre. Le représentant de l'acheteur compare la situation décrite à celle présentée initialement.

Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant de l'acheteur qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation par le titulaire.

Clause d'insertion sociale : Le présent l'accord-cadre n'impose pas au titulaire la réalisation d'une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

5.7 Protection de l'environnement

Le titulaire s'engage à respecter la législation française concernant la protection de l'environnement et la prévention de la pollution.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est fait application de l'article 7.2 du CCAG.

Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour l'accord-cadre.

Clause environnementale

Le titulaire décrit dans son mémoire technique les mesures prises par ses soins pour respecter les obligations environnementales sur lesquelles il s'engage pour l'exécution de l'accord-cadre au long du cycle de vie des prestations ou fournitures objet de l'accord-cadre, étant rappelé que le cycle de vie est défini à l'article L. 2112-3 du code de la commande publique comme « l'ensemble des étapes successives ou interdépendantes, y compris la recherche et le développement à réaliser, la production, la commercialisation et ses conditions, le transport, l'utilisation et la maintenance, tout au long de la vie du produit, de l'ouvrage ou du service, depuis l'acquisition des matières premières ou la production des ressources jusqu'à l'élimination, la remise en état et la fin de l'utilisation du produit, de l'ouvrage ou la fin du service ».

Conformément à l'article 16.2.3 du CCAG, en cas de non-respect des mesures énoncées dans son mémoire technique, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, constaté, après mise en demeure restée infructueuse avec un délai de quinze jours, une pénalité de 150 €.

5.8 Prestations supplémentaires ou modificatives : Il est fait application des dispositions de l'article 25 du CCAG.

5.9 - Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que la Bpi puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du titulaire.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur, et ce dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

5.10 – Dérogations au monopole contractuel du titulaire de l'accord cadre

Pour des besoins occasionnels de faible montant, l'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas annuellement : 500 € HT par lot.

ARTICLE 6 : PASSATION ET SUIVI DES COMMANDES

6.1 – Préparation des commandes

Le titulaire assiste la Bpi dans la préparation des commandes de la manière suivante. Au vu des souhaits communiqués par la Bpi par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception le titulaire confirme au moyen éventuel d'une facture pro forma la référence, le nom du réalisateur, le titre, le prix public HT ou TTC et le taux de remise. Cette facture pro forma est transmise à la Bpi et annexée au bon de commande.

En conséquence les bons de commande émis par l'acheteur mentionnent pour chaque titre commandé, dans toute la mesure du possible les renseignements suivants : distributeur ou éditeur, références commerciales, le nom du réalisateur, titre, prix public HT, taux de remise et éventuellement les références catalogue, service destinataire de la Bpi : Service Cinéma ou Autoformation.

Le titulaire fournit dès la notification du présent accord-cadre, les catalogues listings, feuilles de nouveautés des éditeurs et distributeurs qu'il diffuse et qu'il n'a pas communiqués à l'appui de son offre.

Le titulaire ouvre un compte client au nom de la Bpi. La gestion de ce compte doit permettre d'informer la Bpi pour chaque commande, de son montant, du prix de chaque référence, du suivi de la commande, de son annulation éventuelle. Le compte client doit permettre d'accéder au récapitulatif des commandes déjà livrées, l'état de chaque référence commandée (livré, non livré, supprimé au catalogue etc...).

6.2 –Délai d'exécution des bons de commande

Le titulaire indique dans son mémoire technique les délais d'exécution des bons de commandes, à savoir la livraison des fichiers numériques, des accès en ligne ou des supports physiques avec droits attachés qu'il pratique à compter de la réception du bon de commande, étant entendu que ces délais ne peuvent pas être supérieurs à 60 jours.

Pour certains vidéogrammes, particulièrement rares ou faisant l'objet d'une distribution limitée, les délais de livraison ou de délivrance figurent sur le bon de commande, après consultation du titulaire.

Le titulaire informe par écrit la Bpi des raisons qui empêchent la livraison ou la délivrance des vidéogrammes commandés dans les délais fixés dans l'accord-cadre ou à défaut dans le bon de commande.

Si cette information n'est pas parvenue sous 15 jours à compter de l'achèvement du délai contractuel fixé pour la livraison ou la délivrance, le titulaire s'expose à l'application des pénalités de retard de l'article 11.

En tout état de cause, ces pénalités sont applicables si le retard est causé par le fait du titulaire.

La Bpi peut également annuler les commandes non honorées après l'écoulement d'un délai de 90 jours par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception.

Pour permettre un suivi régulier des commandes, le titulaire adresse chaque trimestre un état récapitulatif des commandes non honorées dans les délais fixés par le marché avec la mention des motifs qui retardent la livraison.

6.3 - Site web

En vue de faciliter l'exécution des commandes, le titulaire propose à la Bpi la consultation de son site web présentant son catalogue et la faculté d'accéder à un compte client ouvert au nom de la Bpi par le titulaire, conformément au CCP.

La gestion de ce compte doit permettre d'informer la Bpi pour chaque commande, de son montant, du prix de chaque référence, du suivi de la commande, de son annulation éventuelle. Le compte client doit permettre d'accéder au récapitulatif des commandes déjà livrées, l'état de chaque référence commandée (livré, non livré, supprimé au catalogue, relancé, etc.)

ARTICLE 7 : CONDITIONS DE LIVRAISON

Le titulaire a recours aux modalités de livraison ci-après :

Les vidéogrammes commandés par la Bpi et délivrés sous la forme de supports physiques tels que Dvd, Blu-Ray ou de fichiers informatiques reproduits sur disques durs sont directement livrés aux frais et risques du titulaire, par voie postale ou par coursier, **à l'adresse suivante :**

Lot N°1 :

**Bibliothèque publique d'information (Bpi)
Service achats pour le service Cinéma
40 avenue des Terroirs de France 75012 Paris**

Lot N°2 :

**Bibliothèque publique d'information
Service Autoformation, 4ème étage, bureau 406
25, rue du Renard, CS 16542, 75197 Paris Cedex 04**

Les risques afférents au transport des fournitures jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire.

La traçabilité des différents transporteurs concourant à la livraison des prestations et fournitures de l'accord-cadre incombe au titulaire qui en informe la Bpi. Dans l'hypothèse où le titulaire n'assure pas directement la livraison des commandes, il apporte la preuve qu'une police d'assurance garantissant la responsabilité civile du transporteur est applicable aux activités qui lui sont confiées.

En application de l'article L 133.3 du code de commerce, le représentant de l'acheteur notifie au transporteur, par tout moyen permettant de disposer d'une date certaine d'envoi confirmée par une lettre recommandée, les réserves précises, détaillées et complètes qu'appelle la livraison, dans un délai de trois jours ouvrés (hors jours fériés). L'acheteur s'engage à transmettre la même information au titulaire, qui fait son affaire du règlement du litige.

Le titulaire reste seul responsable des vidéogrammes transportés jusqu'à leur réception par la Bpi. Le titulaire ne pourra jamais facturer un vidéogramme au seul motif que celui-ci a été confié à un transporteur pour livraison. En cas de contestation, il appartient au titulaire d'apporter la preuve que les vidéogrammes ont été effectivement livrés.

Chaque livraison est accompagnée d'un bulletin de livraison indiquant au minimum la référence à la commande, le montant facturé et le nombre de vidéogrammes livrés.

Le titulaire prend toutes les mesures utiles pour que les livraisons soient effectuées à l'adresse de livraison. Si nécessaire, le titulaire agit auprès du producteur, du distributeur ou du réalisateur le cas échéant pour que les livraisons interviennent conformément au bon de commande.

Livraison précautions environnementales à prendre

Le titulaire recourt, autant que possible et lorsque les trajets le permettent, à des **solutions alternatives** au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Ces solutions alternatives portent, à la discrétion du titulaire :

- Sur le recours au transport ferroviaire, fluvial, et/ou à la cyclo logistique (ex. vélo cargo) pour le dernier kilomètre (dernier segment de la chaîne de livraison d'une commande) ;
- Sur le type de source d'énergie alimentant les véhicules routiers utilisés (électricité, hydrogène, gaz naturel (GNC/GNL) y compris biogaz, gaz de pétrole liquéfié (GPL), biocarburant non produit à partir d'huile de palme ou de soja, ou carburant de synthèse).

En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formé à l'écoconduite. Les conducteurs doivent être formés à minima chaque année sur toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire transmet chaque année, à la demande de l'acheteur, sous format électronique facilement exploitable les documents justifiant la formation effective à l'écoconduite de ses personnels : relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs, concernés, etc.

En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché.

Pour les prestations externalisées de transport routier réalisées dans le cadre du marché, le titulaire recourt, **autant que possible, aux transporteurs détenteurs du label Objectif CO2** délivré dans le cadre du programme d'« Engagements Volontaires pour l'Environnement des acteurs de la chaîne logistique et du transport de voyageurs » (EVE) ou démontrant un niveau de performance équivalent.

À chaque date anniversaire de la notification du marché, le titulaire informe l'acheteur de la part annuellement mobilisée des transporteurs routiers détenteurs du label Objectif CO2 ou équivalent pour la réalisation du marché (même si cette part est nulle) et transmet, à la demande de l'acheteur, les justificatifs appropriés (ex. attestation de labellisation en cours de validité).

L'acheteur se réserve le droit d'accorder un sursis de livraison au titulaire s'il justifie de mesures et de précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison (ex : tournées de livraison, conditionnement, etc.).

À cette fin, le titulaire :

- analyse systématiquement la possibilité de **regrouper la livraison des commandes** d'un même bénéficiaire ou de plusieurs bénéficiaires situés dans un même périmètre géographique ;
- **reprogramme le créneau de livraison** si nécessaire, après accord préalable du bénéficiaire. Cette reprogrammation peut ainsi déroger aux délais de livraison inscrits au marché, sous réserve de validation expresse du bénéficiaire.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard .Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution de l'accord cadre, éventuellement déjà prolongé.

Modalité alternative de livraison des fichiers numériques :

Le titulaire a la faculté de livrer les fichiers numériques de vidéogrammes par téléchargement sur un serveur ouvert par la Bpi à son intention selon des modalités fixées d'un commun accord.

Le titulaire est réputé avoir délivré ses prestations dès lors que la Bpi a pu procéder sur ses équipements informatiques au téléchargement complet et non altéré des éléments commandés.

Faute de ce téléchargement complet et non altéré, la Bpi ne pourra prononcer l'admission des prestations concernées, et en fonction des circonstances prendra une décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Accès en ligne (modalité spécifique au lot N°1) :

Les accès en ligne sont fournis avec l'ensemble des notices d'installation disponibles. Néanmoins, le titulaire assiste la Bpi sans supplément de prix afin que les opérations de connexion se déroulent au mieux.

Le délai d'exécution pour établir la connexion est fixé à 7 jours civils à compter de la date de notification du bon de commande. En cas de difficultés, le titulaire informe par écrit la Bpi des raisons qui empêchent la connexion dans les délais fixés au marché.

Si cette information n'est pas parvenue sous 15 jours à compter de l'achèvement du délai contractuel, le titulaire s'expose à l'application des pénalités de retard à l'article 11. En tout état de cause, ces pénalités sont applicables si le retard est dû au fait du titulaire.

ARTICLE 8 : DECISIONS APRES VERIFICATIONS

Il est fait application des articles 27 à 30 du CCAG sous réserve des stipulations suivantes.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG, la Bpi dispose d'un délai de 30 jours à compter de la livraison ou de la délivrance des prestations pour effectuer les opérations de vérification quantitative et qualitative puis notifier sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet le cas échéant. Passé ce délai, dans le silence de la Bpi, les prestations livrées sont réputées admises.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG, sauf si le titulaire en fait la demande à la livraison ou à la délivrance des prestations, ou bien encore avant cette date, la Bpi n'est pas tenue de l'aviser de la date des opérations de vérification.

Les décisions de l'acheteur après les opérations de vérification sont prises conformément au CCAG et selon les modalités stipulées ci-après.

Par dérogation à l'article 25.1 du CCAG, la Bpi dispose d'un délai de 30 jours à compter de la livraison pour effectuer les opérations de vérification quantitative et qualitative, puis notifier sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet le cas échéant.

Passé ce délai, dans le silence de la Bpi, les prestations livrées sont réputées admises.

Par dérogation à l'article 22.3 du CCAG, sauf si le titulaire en fait la demande à la livraison, à la délivrance ou avant cette date, la Bpi n'est pas tenue de l'aviser de la date des opérations de vérification.

8.1 - Décisions d'admission

L'admission prend effet à compter de son émission et est réputée être prise au moyen de l'attestation du service fait émise par la Bpi.

8.2 - Ajournement

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG, lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, il en prononce l'ajournement par décision motivée en invitant le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point dans un délai déterminé par la personne publique.

8.3 - Réfaction

La réfaction sur le prix peut être prononcée conformément à l'article 30.3 du CCAG. L'acheteur informe, par décision motivée, le titulaire de son intention de procéder à une réfaction sur le prix. Cette notification fixe au titulaire un délai pour présenter ses observations. L'acheteur notifie la décision de réfaction au titulaire par ordre de service.

8.4 - Rejet

Le rejet peut être prononcé dans les conditions de l'article 30.4 du CCAG. L'acheteur informe, par décision motivée, le titulaire de son intention de procéder à un rejet total ou partiel de la prestation. Cette notification fixe au titulaire un délai pour présenter ses observations. L'acheteur notifie la décision de rejet au titulaire par ordre de service.

Par dérogation à l'article 30.4.2 du CCAG, dans l'hypothèse d'une décision de rejet, l'acheteur peut soit prescrire au titulaire d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché dans le délai qu'il fixe, soit prononcer la résiliation pour faute de tout ou partie du marché, dans les conditions de l'article 41 du CCAG.

ARTICLE 9 : CONDITIONS FINANCIERES

9.1 - Contenu et caractère des prix

Les prix du présent accord-cadre sont les prix unitaires figurant aux catalogues du titulaire, des éditeurs et distributeurs que celui-ci diffuse et sur lesquels sont appliquées la ou les remises consenties.

Dans le cas d'achats de vidéogrammes non référencés au catalogue du titulaire, celui-ci indique à l'acheteur et avant toute commande le prix public toutes taxes comprises du vidéogramme concerné et le taux de remise applicable.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés complets et franco de port. Ils comprennent toutes les dépenses afférentes à la coordination des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre, toutes les cessions de droit de consultation individuelle ou par projection publique en bibliothèque, toutes fournitures, main d'œuvre nécessaires à l'exécution entière des prestations conformément aux règles de l'art, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire. Les prix sont réputés inclure toutes sujétions, aléas et frais accessoires. Ils incluent également toutes les charges fiscales et parafiscales frappant la prestation.

Les taux de remise ou de commission sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre sont révisables sur la base du catalogue du titulaire ainsi que des éditeurs diffusés par ce dernier dans les seules conditions fixées ci-après. Les prix publics figurant aux catalogues et barèmes du titulaire ainsi que des éditeurs diffusés par ce dernier sont révisés sous la condition expresse que le titulaire ait produit à la date de la commande, le catalogue nouvellement applicable à l'ensemble de sa clientèle avec sa date de prise d'effet.

Le titulaire certifie que les prix stipulés sur les tarifs et barèmes communiqués n'excèdent pas ceux pratiqués à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir à l'acheteur, à la demande de ce dernier, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Les barèmes et tarifs concernant les prix des prestations objet de l'accord-cadre sont adressés par le titulaire à l'acheteur, avant l'application des nouveaux prix ; du simple fait de cette communication, l'extrait est considéré comme certifié conforme par le titulaire du barème concerné. Cette communication peut prendre la forme d'un courriel avisant à l'acheteur du changement de tarif figurant au catalogue du titulaire et publié sur son site web. Cet extrait constitue, une fois pour toutes, pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, afférentes aux prestations fournies au titre de l'accord-cadre, jusqu'à la date d'application d'un nouveau barème.

Pour la partie du prix exigible après la date d'application du nouveau tarif, la révision se fait par application de l'écart en pourcentage entre l'ancien et le nouveau tarif. Néanmoins si l'ajustement des prix par référence au barème du titulaire aboutissait à une variation supérieure à 5%, la Bpi dispose de la faculté contractuelle de résilier sans indemnité la partie non exécutée des prestations par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception.

9.2 - Montant de l'accord-cadre

Les montants de cet accord-cadre sont fixés à :

LOT 1 : Vidéogrammes fournis sur supports physiques (DVD, Blu-Ray, etc.), avec droits attachés, ou sur fichiers numériques, ou en accès en ligne avec droit de consultation en bibliothèque pour le service Cinéma de la Bpi,
Sans montant minimum annuel,
Montant maximum annuel de : 10 000,00 € HT

LOT 2 : Vidéogrammes fournis sur supports physiques (DVD, Blu-Ray) avec droits attachés et sous-titrages, avec droit de consultation en bibliothèque pour le service Autoformation de la Bpi,
Sans montant minimum annuel
Montant maximum annuel de : 5 000,00 € HT

Le titulaire ne peut formuler de réclamation au motif que le montant maximum de l'accord-cadre n'est pas atteint.

9.3 Avance

Compte tenu des montants de l'accord-cadre, le titulaire ne peut bénéficier du versement de l'avance prévue à l'article R2191-3 du code de la commande publique.

9.4 - Nature des règlements :

Les règlements des bons de commandes d'une durée d'exécution inférieure à trois mois sont effectués sous forme de paiements partiels définitifs, après service fait à l'admission des prestations de chacun des bons de commande concernés sur présentation d'une facture au nom de la Bibliothèque publique d'information.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG FCS.

9.5 - Délai de paiement

Les règlements des bons de commande s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG, sous forme de paiement partiel définitif à l'admission des prestations de chacun des bons de commande concernés et sur présentation d'une facture à l'intention de la Bibliothèque publique d'information.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. Le défaut de paiement dans le délai susvisé fait courir de plein droit et sans autres formalités des intérêts moratoires au profit du cocontractant, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Les paiements sont effectués au compte ouvert au nom du titulaire, tel qu'il figure dans le cadre B de l'acte d'engagement.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de la Bibliothèque publique d'information.

9.6 - Etablissement des factures

Les factures afférentes au paiement comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- **le numéro et la date de l'accord-cadre,**
- **le numéro et la date du bon de commande,**
- le nom et l'adresse du titulaire, son numéro Siret,
- la domiciliation bancaire (références Iban et code Bic),
- la prestation réalisée,
- le montant HT avant et après remise,
- le taux de TVA et le montant de la remise,
- le prix des prestations accessoires éventuelles,
- le montant total TTC des prestations.

La Bpi se réserve la faculté de suspendre le délai de paiement de toute facture qui ne respecterait pas les stipulations du présent article.

Envoi de la demande de paiement : Facturation électronique

Conformément aux articles L 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, les bénéficiaires d'une commande publique doivent transmettre obligatoirement leurs factures sous forme électronique.

L'émission et la transmission des factures est effectuée selon les dispositions de l'article D. 2192-1 et suivants et de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Pour la transmission des factures via ChorusPro, le titulaire utilisera l'identifiant Bpi 180043093 00038 – Service 103 Cinéma et Service 302 Autoformation.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

DEMANDES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS AYANT DROIT AU PAIEMENT DIRECT (> 600 € TTC)

Conformément aux articles 2193-10 et suivants du code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'acheteur, au titulaire de l'accord-cadre, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur. Le sous-traitant adresse ensuite sa demande de paiement, accompagnée des factures et de l'accusé de réception attestant que le titulaire a bien reçu la demande. L'acheteur ou la personne désignée par lui dans l'accord-cadre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours susmentionné si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal indiquant que le pli n'a pas été réclamé ou refusé. L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant. Les factures des sous-traitants doivent respectées les conditions de forme imposées au titulaire.

Les factures des sous-traitants font apparaître :

- outre les mentions légales, les indications suivantes :
- la domiciliation bancaire (numéro de compte, IBAN et BIC),
- la référence et la date de l'accord-cadre,
- le numéro et la date du bon de commande,
- le montant hors TVA de la prestation exécutée,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations,
- la date d'émission de la facture,
- l'identification du sous-traitant (raison sociale, adresse, n° SIRET),
- l'objet des prestations sous-traitées et leur période de réalisation (avec précision du poste et/ou du bon de commande concerné).

9.7 - Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;

Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;

Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire. En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

ARTICLE 10 – PENALITES

Article 10.1 Pénalités de retard

Le paiement des pénalités de retard n'emporte pas réparation du préjudice subi par l'acheteur du fait du retard. L'acheteur se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts du fait du préjudice subi et de résilier le marché conformément à ses stipulations.

L'article 7.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG. Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application de l'alinéa précédent ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

En application de l'article 14 du CCAG FCS, le montant des pénalités est calculé de la manière suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

P = le montant de la pénalité ;
V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
R = le nombre de jours de retard.

Le montant des pénalités est, dans la mesure du possible, prélevé par précompte sur les sommes dues au titulaire. S'il ne peut être précompté, il donne lieu à l'émission d'un ordre de recette. Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

Article 10.2 Pénalités travail dissimulé

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, un agent de contrôle signale à l'acheteur que le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées à l'article L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, l'acheteur doit adresser une mise en demeure au titulaire par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'acheteur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 11 : MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans que cela soit une obligation pour elle, la Bpi envisage conformément au code de la commande publique de passer un ou plusieurs marchés publics complémentaires, négociés sans mise en concurrence auprès du titulaire initial et destinés soit à la réalisation de prestations de services devenues nécessaires à la suite de circonstances imprévues, ou bien encore de prestations similaires.

ARTICLE 12 - RETENUE DE GARANTIE

Le présent accord-cadre ne prévoit pas de retenue de garantie.

ARTICLE 13 - NANTISSEMENT CESSION

Le titulaire est admis au bénéfice du nantissement et de la cession. Le certificat de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créances sera délivré sans frais par la directrice de la Bpi. La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique est la directrice de la Bpi.

ARTICLE 14 - RESILIATION

Le chapitre 7 du CCAG est applicable.

14.1 : Difficultés d'exécution du marché

Il est précisé néanmoins que lorsque dans les conditions de l'article 40.1 du CCAG, l'acheteur résilie l'accord-cadre au motif de difficultés techniques particulières d'exécution ou en raison d'un événement ayant le caractère de force majeure, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

14.2 : Résiliation pour faute

La Bpi peut résilier tout ou partie de l'accord-cadre, sans que le titulaire ne puisse prétendre au versement d'indemnités en cas de défaut d'exécution de l'accord-cadre caractérisé notamment par l'inexécution par ce dernier de ses obligations.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, m et n du 50.1 du CCAG, cette résiliation ne peut intervenir qu'après l'émission d'une mise en demeure, avec un délai d'exécution précisé par l'acheteur, puis restée infructueuse et dans laquelle celui-ci informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Il est précisé que dans l'hypothèse où la Bpi devrait prononcer le rejet des prestations du titulaire, celui-ci pourra encourir au choix de l'acheteur, après mise en demeure, la résiliation totale ou partielle de l'accord-cadre pour faute.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'omission des déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou si le titulaire n'a pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles ou refusé de produire les pièces prévues aux articles R 324-4 ou R 324-7 du code du travail, l'accord-cadre est résilié pour faute du titulaire.

Toutefois, si le titulaire est exclu de la procédure de passation des marchés publics en application des articles L2141-1 à L 2141-5 du code de la commande publique, la décision de résiliation intervient sans mise en demeure après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

Dans les cas prévus à l'article 45.1 du CCAG, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire. La mise en œuvre de l'exécution des prestations aux frais et risques est effectuée conformément aux stipulations de l'article 45 du CCAG.

ARTICLE 15 : TRAVAUX DE RENOVATION DU CENTRE POMPIDOU

A l'occasion des travaux de restructuration du Centre Pompidou, des travaux importants affecteront les espaces publics de la bibliothèque situés dans le Centre Pompidou ainsi que les espaces internes qui abritent les services chargés des collections de la Bpi dont le fonctionnement sera en tout état de cause impacté. En l'état actuel, ces travaux sont programmés à partir de 2025. La Bpi a fermé ses portes fin février 2025 et dispose de locaux provisoires, situés au 40 avenue des Terroirs de France, Paris (75012), ouverts au public depuis le 25 août 2025.

Sans que cette énumération soit limitative, le rythme, le volume des commandes, les modalités de gestion des commandes, les lieux de livraison, d'installation des serveurs et de vérification sont susceptibles d'être modifiés. Si ces évolutions ont une incidence sur le déroulement ou l'exécution de l'accord-cadre, en tant que de besoin les parties se rapprocheront et concluront un avenant au présent accord-cadre.

ARTICLE 16 : CLAUSE DE REEXAMEN / AVENANT

Par dérogation à l'article 25 du CCAG, en tant que de besoin, outre les hypothèses prévues précédemment dans le présent marché, telles que notamment la révision des prix, en cas de difficultés d'approvisionnement ou d'accès aux vidéogramme, de renchérissement des matières premières, de modification du modèle économique du secteur concerné portant atteinte à l'équilibre financier de l'accord-cadre dans des proportions importantes analogues à l'imprévision, chacune des parties peut demander le réexamen des conditions du contrat par tout moyen à l'autre partie.

Le réexamen peut porter en particulier sur une évolution technique, l'ajout de prestations non prévues à l'accord-cadre et connexes aux prestations objet du présent contrat, une variation du périmètre ou l'adaptation des prestations du titulaire dans le cadre de la relocalisation temporaire des locaux publics de la Bpi pendant les travaux de rénovation du Centre Pompidou, le changement de titulaire en cas notamment de fusion, cession, absorption du cocontractant de l'acheteur ou du remplacement d'un cotraitant. En cas d'accord des parties, celles-ci fixeront ses modalités par voie d'avenant.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour l'actualisation des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées dans l'avenant conclu en application du présent article.

Le réexamen peut porter également sur les droits de propriété intellectuelle, la licence d'utilisation, les conditions financières et le changement de titulaire en cas notamment de fusion, cession, absorption ou d'ajout, défaillance ou remplacement d'un cotraitant.

A l'issue du réexamen, en cas d'accord des parties, celles-ci fixeront ses modalités par voie d'avenant.

ARTICLE 17 : LITIGES

Le présent accord-cadre est soumis aux lois et règlements français, à l'exception des règles de conflit de loi qui pourraient avoir pour effet de renvoyer, pour la résolution matérielle du litige, à une autre législation. Pour toute contestation survenant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat et qui ne pourrait être réglée à l'amiable, sans préjudice de la faculté de la Bpi d'émettre un titre exécutoire, attribution est faite à la juridiction administrative territorialement compétente.

ARTICLE 18 – DEROGATION AU CCAG

A l'article 2.2 du CCP : dérogation aux articles 4.1 et 3.1.1 du CCAG

A l'article 5.4 du CCP : dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG,

A l'article 8 du CCP : dérogation aux articles 30.1, 27.3, 25.1, 22.3 du CCAG

A l'article 8.2 du CCP : dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG

A l'article 8.4 du CCP : dérogation à l'article 30.4.2 du CCAG

A l'article 16 : dérogation à l'article 25 du CCAG

Annexe au CCP

Lot 1 : Vidéogrammes fournis sur supports physiques (DVD, Blu-Ray, etc.), avec droits attachés, ou sur fichiers numériques, ou en accès en ligne avec droit de consultation en bibliothèque pour le service Cinéma de la Bpi,

Collection

La Bpi est spécialisée dans le cinéma documentaire. Le fournisseur doit proposer le choix de vidéogrammes (fichiers numériques ou supports physiques) le plus large et le plus diversifié possible pour les films documentaires puis pour les films d'animation, avec une part substantielle de l'offre éditoriale récente.

La collection actuelle comprend près de 3 000 films, pour l'essentiel des films documentaires, mais aussi des films d'animation (200) et des spectacles filmés.

La collection est consultable à l'espace Films situé dans l'espace Cinéma, ainsi que sur les postes équipés un écran au format 16:9 et donnant au catalogue de la Bpi pour les collections de films acquis sous la forme de fichiers numériques. Ces points d'accès sont présents dans les autres espaces de consultation de la bibliothèque. La collection de DVD du service Cinéma est consultable sur deux postes dédiés de l'espace Films comprenant un lecteur Blu-Ray et un écran au format 16:9. La consultation est gratuite et individuelle.

La proposition financière doit correspondre à une mise à disposition d'un film donné dans la limite de cinq visionnements simultanés. Pour s'y conformer, la Bpi s'engage à mettre en œuvre, via son système informatique, une limitation à cinq visionnages simultanés par titre.

En complément de la demande initiale de fichiers pour la consultation sur place, le prestataire devra, le cas échéant, répondre sur la possibilité de diffuser les fichiers à distance, auprès des utilisateurs de la Bpi inscrits à un service de consultation à distance.

Le fournisseur doit être en mesure de proposer des vidéogrammes sur support DVD et/ou Blu-Ray.

Diffusion des fichiers numériques

Les fichiers numériques seront chargés sur les serveurs internes de la Bpi et diffusés à partir du catalogue public de la Bpi.

Accès hors les murs (à distance) des fichiers numériques

La consultation à distance des fichiers numériques, au moyen d'un accès sécurisé et via la condition d'une authentification de l'utilisateur mise en place par la Bpi, est autorisée par le titulaire, sous réserve de l'accord des ayants-droits.

Spécifications techniques des fichiers numériques

Les fichiers numériques doivent être de qualité suffisante pour une diffusion optimale sur des écrans 16/9 de 32 pouces. Le prestataire devrait être en mesure de proposer des fichiers MPEG-4 H264, encodés à 15MO/sec (qualité blu-ray). À défaut, des fichiers MPEG-4 H264 encodés à un débit de 4MO/sec si les sources sont en HD ou à un débit de 2,5 MO/sec dans le cas de sources SD, pourront convenir.

Ces fichiers seront remis soit sur disque dur, soit par versement sur un serveur Ftp ou tout autre moyen simple et sécurisé. Ils seront chargés par la Bpi sur ses serveurs internes.

Chaque fichier sera accompagné de la notice Unimarc du film et, dans la mesure du possible, d'un visuel du film concerné. Le prestataire détaillera dans sa proposition la procédure qu'il préconise pour la livraison et l'intégration des visuels au catalogue de la Bpi (Portfolio Bibliomondo).

Spécifications fonctionnelles

Le site web du fournisseur doit pouvoir proposer :

- La consultation du catalogue de films, avec mention du contenu, de la langue originale, des sous-titres, de la durée, du prix, de la disponibilité et d'une critique pour aider le choix du bibliothécaire.
- Un moteur de recherche
- Un panier pour les commandes

Livraisons des vidéogrammes physiques

Les documents devront être livrés, par voie postale ou par coursier à l'adresse suivante :

Bibliothèque publique d'information (Bpi)
Service achats pour le service Cinéma
40 avenue des Terroirs de France 75012 Paris

LOT 2 : Vidéogrammes fournis sur supports physiques (DVD, Blu-Ray) avec droits attachés et sous-titrages, avec droit de consultation en bibliothèque pour le service Autoformation de la Bpi.

Présentation de l'espace Autoformation et de ses collections :

C'est un espace comportant 32 ordinateurs et 4 postes DVD permettant de se former seul dans de nombreux domaines : langues étrangères (+ de 200), code de la route, informatique, bureautique, management, développement personnel, mathématiques, etc.

Les collections sont constituées de méthodes de langues (livres + CD audio, livres + DVD, cédéroms, abonnements en ligne, sites gratuits ...), d'usuels de langues (grammaires, dictionnaires, manuels de vocabulaire...), de didacticiels (abonnements en ligne ou cédéroms) dans différents domaines (informatique, management, mathématiques, comptabilité...) et des logiciels (Microsoft Office).

Elles comportent également des **DVD pédagogiques de culture générale (ex : *C'est pas sorcier*, *Le dessous des cartes*, *E=M6*...)** et des **DVD de fiction en français et en langues étrangères**.

L'accord-cadre porte principalement sur ces DVD.

Toutes ces collections sont consultables uniquement sur place (dans la bibliothèque), gratuitement et individuellement.

Il arrive de diffuser certains DVD en français dans la bibliothèque à un petit groupe de personnes (15 environ), dans le cadre d'ateliers d'apprentissage de langue. Le titre du film n'est alors jamais annoncé à l'avance.

Présentation des besoins pour ce lot :

Nous avons besoin **de vidéogrammes avec droits attachés pour un usage en bibliothèque sur support DVD avec sous-titrages** (essentiels pour l'apprentissage des langues), dans les genres suivants :

- Documentaires grand public scientifiques, historiques, géographiques en langue française, sous-titrés en français
- Fictions en langue française, sous-titrées en français et dans d'autres langues
- Fictions en langue étrangère, sous-titrées en français et si possible dans la langue originale.

Le site du fournisseur devra proposer :

- la consultation du catalogue de films, avec mention du contenu, de la langue originale, des sous-titres, de la durée, du prix, de la disponibilité et d'une critique pour aider le choix du bibliothécaire.
- un moteur de recherche
- un panier pour les commandes

Livraisons :

Les documents devront être livrés, par voie postale ou par coursier à l'adresse suivante :

Bibliothèque publique d'information (Bpi) / Service Autoformation (4ème étage, bureau 406), 25, rue du renard, CS 16542, 75197 Paris Cedex 04